



## Au Congrès de la FWA<sup>1</sup>, René COLLIN veut imposer une exception agricole au TTIP

### Communiqué de presse publié sur le site internet de René Collin, Ministre wallon de l'Agriculture<sup>2</sup>

Garantir un revenu décent à nos agriculteurs et in fine garantir l'avenir de notre souveraineté et sécurité alimentaire. En France, en Europe, et dans le monde. Voici l'un des objectifs pour lesquels oeuvrent des personnalités encore conscientes de la portée stratégique de ces enjeux. Dans un communiqué de presse publié sur le site internet de René Collin, Ministre wallon de l'Agriculture, et que nous reproduisons ci-après<sup>3</sup>, le ministre appelle, en période de crise agricole, non seulement européenne mais mondiale, à adopter des solutions structurelles, à travers notamment l'adoption de mécanismes de régulation.

L'urgence d'une telle mise en place est surtout dictée en raison des négociations actuellement menées autour de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TTIP). Un accord qui pourrait largement mettre à mal le secteur agricole européen. Dans cette configuration, nous ne pouvons que soutenir le Ministre René Collin dans son appel à la reconnaissance de la nécessité d'encadrer la libéralisation des échanges agricoles, et à plaider pour une exception agricole dans le cadre des négociations en cours entre l'Union européenne et les Etats-Unis relatives au TTIP.

Dans cette optique, Momagri a d'ailleurs adressé une lettre à Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, afin de lui demander comment il est encore possible d'affirmer que le TTIP préservera les intérêts de l'agriculture européenne, suite à l'analyse publiée par le ministère américain de l'Agriculture qui donnait les farmers américains gagnants dans cet accord<sup>4</sup>.

La rédaction de momagri

---

Le Congrès annuel de la Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA) s'est tenu ce 16 février 2016 à Gembloux.

En cette période de crise affectant durement le monde agricole, René COLLIN a insisté, dans son intervention, sur la nécessité de garantir un revenu décent pour nos agriculteurs.

La première priorité reste donc de se battre pour un prix rémunérateur des productions. Dans le contexte de surproduction actuel de lait et de porc, le Ministre en a donc à nouveau appelé à la mise en place, à l'échelon européen, d'un nouveau mécanisme de régulation de l'offre, en remplacement des quotas. Il faut pour cela convaincre toujours plus d'Etats membres de l'urgence d'adopter des solutions structurelles. À cet égard, la réunion du Conseil agricole du 14 mars sera cruciale.

Le Ministre a ensuite plaidé pour une exception agricole dans le cadre des négociations en cours entre l'Union européenne et les Etats-Unis relatives au TTIP. Les rapports et études montrent en effet qu'une suppression des droits de douane et/ou des barrières non tarifaires favoriserait l'agriculture américaine dans quasiment toutes les spéculations. Au vu de l'approche fondamentalement différente en termes de santé animale, de sécurité sanitaire, de normes sociales et environnementales d'un côté à l'autre de l'Atlantique, sans parler de notre approche qualité davantage liée au terroir et à l'origine (AOP, IGP, BIO,...), il est clair qu'il faut préconiser une exception agricole dans ces négociations.

La spécificité de notre agriculture et la prise en compte de sa multifonctionnalité justifient donc cette reconnaissance de l'exception agricole. Une telle exception n'implique pas de nier la réalité économique de l'agriculture, ou de renoncer au développement des échanges commerciaux. Mais elle conduirait à la reconnaissance de la nécessité d'encadrer la libéralisation des échanges agricoles, afin de préserver une marge de manœuvre suffisante pour que les Etats puissent atteindre leurs objectifs sociaux et environnementaux. L'exception agricole permettra cette souveraineté

alimentaire qui implique une régulation du commerce et des politiques publiques proactives.

René COLLIN a également rappelé que si l'Europe économique veut des accords multilatéraux avec d'autres continents, elle doit aussi et sans délai s'imposer l'exigence de réduire, au sein même de l'Europe, les distorsions de concurrence et par ailleurs s'imposer l'obligation de réguler son marché intérieur pour un secteur essentiel comme le lait.

<sup>1</sup> Fédération Wallonne de l'Agriculture

<sup>2</sup> Ministre de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme, des Sports et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région

<sup>3</sup> <http://collin.wallonie.be/au-congr-s-de-la-fwa-ren-collin-veut-imposer-une-exception-agricole-au-ttip>

<sup>4</sup> Le think-tank Momagri demande à Jean-Claude Juncker de prendre position sur le rapport de l'USDA sur le TTIP qui donne l'Agriculture américaine gagnante, communiqué de presse de Momagri du 17 décembre 2015 [http://www.momagri.org/FR/communiqués-de-presse/Le-think-tank-Momagri-demande-a-Jean-Claude-Juncker-de-prendre-position-sur-le-rapport-de-l-USDA-sur-le-TTIP-qui-donne-l-Agriculture-américaine-gagnante\\_1699.html](http://www.momagri.org/FR/communiqués-de-presse/Le-think-tank-Momagri-demande-a-Jean-Claude-Juncker-de-prendre-position-sur-le-rapport-de-l-USDA-sur-le-TTIP-qui-donne-l-Agriculture-américaine-gagnante_1699.html)

[www.momagri.org](http://www.momagri.org)